

Répondre à l'urgence en préparant l'avenir

Eugen Brand

Il y aurait, dit-on souvent, une distribution des tâches et des rôles à assumer face aux catastrophes et aux drames qui frappent notre monde. Aux uns le soin de faire face à l'urgence, au combat pour la survie, aux autres le souci de réfléchir à l'avenir, de le préparer. Les urgentistes, d'un côté, devenus des professionnels mais aussi les nombreux bénévoles d'associations diverses et de l'autre, les politiques et les décideurs. Sommes-nous si sûrs de la pertinence de ce partage des responsabilités et de cette division du travail ?

Les familles vivant dans le dénuement le plus profond n'ont pas le choix : elles se trouvent contraintes de faire face chaque jour à l'urgence pour affronter la faim, le froid, l'absence de ressources et pour préserver les enfants. Sans leur courage inlassable pour répondre à l'urgence elles ne survivraient pas. Mais cette urgence les retient prisonnières du quotidien et leur interdit de bâtir l'avenir. Elles le savent mieux que quiconque. Né dans la misère, le père Joseph Wresinski le savait aussi. Aussi dès 1956, au camp des sans logis de Noisy-le-Grand, en plein cœur de l'urgence, et pour l'affronter, il chercha d'emblée à mettre en place des outils qui, en cherchant à répondre à l'urgence, bâtissaient en même temps un véritable avenir. Remplacer le vestiaire gratuit par une braderie où linges et vêtements étaient en vente, même à un prix très modeste, c'était, certes, respecter la dignité des hommes et des femmes qui s'y adressaient, mais c'était aussi l'occasion de leur permettre de se rassembler, de s'associer, pour prendre en charge l'organisation de leur vie quotidienne, partager leurs idées, entrer en dialogue avec le monde qui les entoure.

Autre exemple, au moment des événements de mai et juin 1968. Dans les bidonvilles et les cités de la région parisienne et d'ailleurs, des familles privées de toutes ressources, du fait de la grève des services publics, ne pouvaient plus se nourrir, habiller leurs enfants, se déplacer. Face à cette pénurie, les équipes de

volontaires d'ATD Quart Monde ne pouvaient rester inertes. Il fallut s'organiser pour récolter de l'argent, des vivres, pour en assurer la distribution équitable, et pour le faire dans l'honneur et dans le respect de la dignité de chacun. Des comités de solidarité, composés d'habitants des quartiers concernés, furent constitués et prirent en main ces opérations répondant à l'urgence. Mais au même moment, leurs membres ouvrirent des « cahiers de doléances ». Par ceux-ci, la population, qui l'année suivante se proclamerait le Quart Monde, témoignait de son désir d'en finir avec la misère et de participer enfin à la vie de la nation, en se faisant entendre de tous. Un manifeste, intitulé « Un peuple parle », fut publié sur la base de ces cahiers. Il était adressé « *aux plus hautes instances de la Nation, aux responsables de la Charte des Droits de l'homme, à tous ceux qui croient en l'homme* ». L'avant dernier paragraphe de ce manifeste publié en juillet 1968 s'interrogeait ainsi : « *Nos réformes serviront-elles seulement à ceux qui ont déjà la parole, ou libéreront-elles aussi les autres en les aidant à se faire entendre ? Aucune des revendications formulées à ce jour, aucune des réformes annoncées ne prévoit d'introduire en partenaire authentique, un peuple que nous n'avons jamais encore entendu dans nos assemblées ?* »

Aujourd'hui, en Haïti, notre Mouvement est à nouveau plongé au cœur de l'urgence, depuis le tremblement de terre du 12 janvier dernier. Il s'est impliqué fortement, en partenariat avec d'autres organisations, comme Action contre la faim, dans la distribution des secours, pour que ceux-ci atteignent les populations les plus éloignées de tout. Mais au même moment, il s'est pleinement engagé dans le projet *Yon vwa pou pep la*, « Une voix pour le peuple ». Ce projet soutenu par l'ONU et la société civile haïtienne cherche à offrir à tous les Haïtiens la possibilité d'exprimer quel pays ils souhaitent et comment le construire ensemble. Michèle Montas, conseillère auprès du représentant des Nations unies, a personnellement souhaité que le Mouvement s'y implique, de sorte que les familles les plus pauvres, celles de Grande Ravine et des quartiers avoisinants de Haut Martissant soient entendues. Un document en est issu, qui a été communiqué entre autres à la Conférence des pays donateurs.

De Noisy-le-Grand en 1957 à Port-au-Prince en 2010, au cœur de l'urgence, c'est l'avenir de tout un peuple qu'il s'agit de préparer et de bâtir, en le considérant comme le premier partenaire de sa libération. Tel est le défi que nos sociétés doivent relever. Si elles ne le faisaient pas, en faisant une vraie place à l'expérience et à la pensée de chacun, comment avancer alors vers un monde qui se donnerait comme finalité l'égale dignité de tous ? ■